59e ANNEE (6e SÉRIE) N° 27 7 JUILLET 1949

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Directeur

Mgr F.-M. CATHERINET
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Codirecteur

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Cri d'appel au secours des Lieux-Saints. — II. L'œuvre d'un séminariste belge. — III. Histoire sommaire du sionisme. — IV. Triomphe de la Croix à Beyrouth. — V. Calomnies contre l'Eglise d'Espagne. — VI. Liberté religieuse en Espagne. — VII. Grands Séminaires en Afrique noire. — VIII. Grands Séminaires du Congo belge et des colonies anglaises et françaises. — IX. Problèmes qui se posent pour l'agriculture française. — X. Un Juif retrouve le vrai judaïsme. — XI. Encore l'an Mille.

I

Parmi les préoccupations majeures — en trop grand nombre, hélas ! — qui s'imposent à l'Eglise catholique, il faut compter le sort des Lieux-Saints !

Les *Lieux-Saints !* Cette expression seule devrait susciter notre attention, notre amour, notre zèle. Or, il semble que, tiraillés de toutes parts, en raison des problèmes immenses que chaque jour nous apporte et dont il nous accable, nous ne portions à ce qui se passe en Terre-Sainte qu'une attention distraite et facilement lasse. Nous savons en gros que là-bas Israëliens et Arabes se sont fait une guerre acharnée, que, contrairement à toute attente, les Israëliens ont victorieusement défendu leurs positions contre un adversaire beaucoup plus fort, qu'ils ont refoulé les armées adverses, imposé des armistices, négocié des traités de paix. Depuis que nous avons appris que l'on ne se battait plus, nous avons cru pouvoir respirer. Nous nous sommes dit : « Tout s'arrange, ou s'arrangera. Il n'y a plus qu'à attendre la suite des événements, dans une Palestine enfin pacifiée et adonnée aux travaux de reconstruction, de mise en valeur qui s'imposent à elle. » Mais il s'en faut que ces perspectives optimistes soient complètement justifiées. Il est donc utile et même nécessaire de prêter l'oreille aux cris d'alarme qui se font entendre au sujet des Lieux-Saints.

C'est d'abord la voix la plus auguste de l'univers, celle du Souverain Pontife, qui retentit, et dont il importe que l'on ne puisse pas dire : *Vox clamantis in deserto !* Les interventions du pape, sous forme d'Encycliques, se sont multipliées ces années dernières : Il y eut, le 1er mai 1948, l'Encyclique *Auspicia quædam ;* ensuite, le 24 octobre 1948 l'Encyclique *In multiplicibus curis*. Enfin, il y a eu, tout dernièrement, au jour du Vendredi Saint, 15 avril 1949, l'Encyclique *Redemptoris nostri*.

Cette dernière lettre atteste à quel point on se tromperait si on se figurait que la fin des hostilités coïncide avec la fin des craintes que nous pouvons avoir pour les lieux qui nous sont si chers, en raison des souvenirs sacrés qu'ils représentent pour nous :

« Bien qu'on ait fini de se battre, dit le pape, il s'en faut encore beaucoup que l'ordre et la tranquillité soient totalement rétablis en Palestine. De fait, il nous parvient encore les plaintes bien fondées de ceux qui déplorent très légitimement la profanation des édifices sacrés, des saintes images et des maisons de bienfaisance, ainsi que la destruction des pacifiques couvents des communautés religieuses. Parviennent aussi jusqu'à nous les appels ardents de très nombreux réfugiés de tout âge et de toute condition, qui ont été refoulés, par cette désastreuse guerre, dans des régions étrangères où, dans des camps de concentration, ils mènent une vie d'exilés, exposés à la misère, aux maladies contagieuses et à toutes sortes de dangers. »

Tableau saisissant : profanation des sanctuaires, — destruction de couvents, — personnes déplacées, en grand nombre ! Et quel étrange euphémisme que ce dernier terme, qui est à la mode : « personnes déplacées », c'est-à-dire déracinées, chassées de leur demeure, de leur petite patrie, vivant dans la promiscuité et la misère !

Le monde civilisé, le monde chrétien, par l'organe de ses représentants, n'aura-t-il pas pitié de ces infortunés ? N'y aura-t-il aucune intervention efficace des « grandes puissances » ?

Par une dérision qui est bien révélatrice, on s'est jusqu'ici beaucoup plus préoccupé, en haut lieu, des *pine-lines* que du Saint-Sépulcre ! Le pétrole ! Voilà qui est digne d'intérêt, certes, mais le lieu où naquit Jésus, à Bethléem ; celui où il grandit, à Nazareth ; celui où il mourut, au Calvaire ! Oui assurément, cela mérite la déférence, un grand coup de chapeau de loin, mais une action protectrice, des discussions internationales, un effort pour donner à ces Lieux-Sacrés un *statut juridique*, voilà ce que les « responsables » de la grande politique mondiale ont peine à comprendre. Nous en sommes venus à ce point de matérialisme et de déchristianisation !

Ne voulant pas partager la honte de cette indifférence, nous voulons, ici, faire écho de tout notre faible pouvoir à la demande du Souverain Pontife : « que les chefs de gouvernement et tous ceux qui ont qualité pour régler une si importante affaire, soient bien persuadés qu'il faut donner à Jérusalem et aux régions environnantes, un statut juridique dont, seules, l'union et l'entente commune des nations amies de la paix et respectueuses des droits d'autrui, peuvent, dans les conditions actuelles, assurer et garantir la stabilité. »

A cet appel du Souverain Pontife, les cardinaux français ont répondu par une lettre collective, très pressante, en date du 5 mai 1949. Dans cette lettre,

ils ont précisé très clairement les postulats de la conscience catholique :

« L'établissement d'un régime international pour la ville de Jérusalem et ses environs ; — la protection et la sauvegarde de tous les Lieux-Saints, avec la garantie de la liberté d'entrée et de séjour, pour tous les pèlerins ; — la liberté du culte, d'instruction et de bienfaisance pour toutes les institutions catholiques ; — le maintien des droits acquis par les catholiques au cours des siècles. »

Voilà donc définis les points qui s'imposent aux méditations des diplomates, pour qui la justice, à défaut du sens chrétien, n'est pas un vain mot.

II

Mais en dehors des revendications d'ordre diplomatique et juridique, il faut que l'on sache l'étendue des misères à secourir, des réparations à réaliser, des besoins à satisfaire.

Sans doute, il serait inexact de dire que jusqu'ici rien n'a été fait. Le Souverain Pontife a, en personne, fait tout ce qui était en son pouvoir pour venir en aide à tant de malheureux que la guerre palestinienne a ruinés. Il s'est aussi dessiné un admirable mouvement de charité, au sein de la catholique Belgique, en leur faveur. Et comme cela ne semble pas très connu en France, il convient que nous y insistions. Nous nous servirons pour cela principalement d'un très intéressant numéro de la revue belge : *Grands Lacs*, du 15 décembre 1948, sous le titre général : *Palestine*.

Le 3 juillet 1948, un « petit abbé » du diocèse de Liège, le séminariste Léon Naveau, se trouvant en pèlerinage à Nazareth, y rencontra le *Mouktar* ou maire de cette ville, qui lui fit constater la misère terrifiante à laquelle sa malheureuse cité avait été réduite par la guerre. Naveau visita la ville, fut témoin des larmes des habitants ruinés et sans ressources. Il entendit murmurer à ses oreilles la parole de nos Evangiles : « J'avais faim et vous m'avez nourri ! »

Il fut ému à son tour jusqu'aux larmes. Mais que pouvait faire un séminariste seul en face de cette détresse ? Il résolut de faire appel à son pays, se rendit au Liban, confia ses projets au ministre de Belgique à Beyrouth. Appuyé par ce diplomate, recommandé au nonce de Belgique par le nonce au Liban, il rejoint son pays, arrive chez son évêque, Mgr Kerkhofs, le 15 juillet. Immédiatement, l'évêque, ayant reçu le rapport circonstancié de l'abbé Léon Naveau, au nom des 19.000 habitants de Nazareth et des 20.000 réfugiés, surtout des femmes et des enfants, qui se sont jetés dans la pauvre ville, rédigea une lettre pastorale, pour être lue, dans les églises du diocèse, le 1er août 1948. Une profonde émotion se déchaîna au sein de la catholique Belgique. Dès le 3 août, un bienfaiteur hardi offrait un million de francs belges, à valoir sur les collectes et dons espérés. Dès le lendemain donc, l'abbé Naveau, muni cette fois d'un titre régulier de « chargé de mission » du Gouvernement belge, reprenait l'avion pour Beyrouth, où il devait trouver, converti en livres libanaises, le million déposé à Bruxelles.

Arrivé au Liban, il achète à Haïfa 50 tonnes de blé, les amène à Nazareth ; il y organise une soupe populaire, y crée un comité de personnes dévouées et compétentes pour continuer son œuvre de secours. Il fait expédier à l'œuvre par avion des centaines de kilos de médicaments, puis, par mer, des milliers de boîtes de lait.

Pendant ce temps, la collecte se faisait en Belgique, au profit des Nazaréens. Les dons affluaient. La catholique Belgique se montrait admirable de générosité. Le million initial fut bientôt atteint et remboursé. Il fut possible d'envoyer de nouveau des vivres et des médicaments, des vêtements et des couvertures, pour une somme à peu près égale. L'archevêque de Galilée, Mgr Hakim, venait remercier l'évêque de Liège et l'épiscopat belge de l'œuvre de charité accomplie. Le comité belge *Palestina* avait pu, dans l'intervalle, envoyer deux jeunes doctoresses en médecine de l'Université de Louvain, et une jeune assistante sociale, experte en puériculture. Toutes trois, ces jeunes filles, à peine arrivées à Nazareth, se mettaient au travail et prenaient en main l'organisation de secours. Tout cela nous conduit au mois d'octobre 1948. Mais on comprend de reste que ces magnifiques efforts demeuraient malgré tout bien inférieurs aux besoins de tout un peuple de sinistrés et de victimes de la guerre. La voie a été ouverte, l'Evangile « est en route », ainsi que pouvait le dire un écrivain belge. Il est désirable qu'il continue sa marche bienfaisante. Mais il est évident que les initiatives privées, si méritoires qu'elles soient ne sauraient apporter au problème palestinien une solution définitive et qu'il y faut la main des plus hautes autorités internationales. C'est pour cela que l'opinion publique doit être éclairée, sollicitée, entraînée. Il en est si peu, même parmi les professionnels de la diplomatie et parmi les membres des commissions d'enquête, qui ont une idée exacte et précise des données du problème palestinien, tel qu'il se pose dans le réel.

III

Quelles sont donc ces données ? Nous le demanderons à M. Georges Dumont, docteur en philosophie et Lettres, dans le même numéro de *Grands Lacs*, en nous aidant aussi des pièces si importantes publiées dans la *Documentation catholique*, du 22 mai 1949.

Précisons bien d'abord qu'il ne s'agit pas de prendre parti pour les Juifs ni pour les Arabes. Les uns et les autres ont leurs admirateurs et leurs détracteurs, leurs panégyristes et leurs critiques. Mais là n'est pas la question pour nous.

S'il faut tenir compte de la *carte de guerre*, on ne peut tout de même admettre que « la force crée le droit ». Un observateur sagace résume de la façon suivante, la situation actuelle :

« *Militairement*, écrit-il, une armée enthousiaste, constituée d'éléments éduqués à l'européenne, improvisée dans le combat, mais munie de moyens modernes, s'est imposée, définitivement maîtresse de la situation, à une coalition réticente de troupes de parade et de hordes primitives sans sentiment national.

Politiquement, un nationalisme exacerbé, illuminé — même chez ceux qui se croient athées — par la conviction d'une mission exceptionnelle du peuple juif soutenu par des moyens financiers d'une ampleur exceptionnelle, compte tenu de la petitesse d'Israël, a réussi à imposer son indépendance, sa reconnaissance par les autres pays, bientôt son admission à l'O.N.U.

Le sionisme devient une menace grave pour la permanence chrétienne en Terre sainte » [1].

[1] *Docum. cath.*, loc. cit., p. 645-646.

C'est moi qui souligne la dernière phrase. « Le sionisme devient une menace grave... » Rappelons donc ce que c'est que le sionisme.

En premier lieu, observe M. Dumont, il est faux de se représenter la Palestine comme un *pays arabe*, qui aurait été envahi par les Juifs. Le Hedjaz, la Transjordanie sont des pays arabes. D'accord. Mais la Palestine et même, à un moindre titre, le Liban, ne sont qu'un carrefour de peuples. Grecs, Egyptiens, Arabes, Turcs, Européens de toutes nationalités s'y sont rencontrés et agglutinés avec les populations autochtones primitives : Phéniciens, Syriens, Araméens. Depuis le début du VIIe siècle, la conquête arabe a contraint ces éléments primitifs et mélangés à vivre en communautés religieuses closes. Le tout a formé un ensemble composite, parlant l'arabe, une population agricole, patriarcale, simple, heureuse à sa manière, qui ne consistait pas à entasser, à vivre dans le luxe et le confort moderne, mais à se contenter de peu, à vivre dans le présent, sans souci du lendemain. Les routes assurément n'étaient pas très sûres, mais on y voyageait en groupes. L'imprévu des rencontres y avait son charme. Rappelons-nous les descriptions des voyageurs illustres, d'un Chateaubriand, d'un Pierre Loti et de tant d'autres. C'était pauvre, coloré, pittoresque, primitif, passablement figé.

Le sionisme a changé ou est en train de changer tout cela.

L'origine du sionisme est dans cette attente passionnée du messie, qui fut la caractéristique du peuple juif, et qui demeure, même après la venue du véritable Messie, Jésus-Christ, l'âme de la race juive.

Le sionisme c'est la foi en l'avenir d'Israël, en sa mission dans le monde. Il se présente sous deux formes contradictoires, mais qui, pour l'instant, tendent au même but : la première forme est d'inspiration spiritualiste, et elle vise à prendre sa revanche du christianisme. La seconde forme est matérialiste et athée, et elle s'apparente au communisme. Dans les deux cas, il y a hostilité foncière contre le christianisme.

Ce fut Bonaparte, lors de sa campagne d'Egypte, en 1798, qui donna le branle aux espérances sionistes. Pour se concilier les faveurs des Juifs, il leur avait promis de rétablir leur royaume à Jérusalem. Naturellement, il cessa d'y penser lorsque les besoins de sa politique le portèrent dans une autre direction.

Il se produisit, au cours du XIXe siècle, plusieurs tentatives pour soustraire les habitants des divers ghettos aux vexations des Européens, surtout en Russie. On songea à créer un Etat israëlien soit en Palestine, soit en Argentine. Mais le sionisme ne prit corps qu'au congrès de Bâle, en 1897. C'est alors qu'on mit sur pied le projet de « la création, en Palestine, d'une patrie garantie par le droit public ».

Ce projet fut bien loin de rallier tous les esprits chez les Juifs. Dans les pays où la loi leur avait donné l'égalité complète avec les autres citoyens — Angleterre, France, Etats-Unis, — les Juifs, satisfaits de leur situation, assimilés aux milieux nationaux, ne songeait guère à s'exiler. Au cours de la dernière guerre, parmi les abominables persécutions du nazisme, les Juifs furent souvent jetés, pêle-mêle dans des camps de concentration ou dans des geôles, soumis aux horreurs d'une persécution que l'on ne saurait trop flétrir. Mais ceux d'entre eux qui ont écrit leurs impressions nous ont livré le secret de leurs dissensions entre eux : tandis que les Juifs chassés des ghettos d'Europe centrale, prenaient feu et flamme pour l'idéal sioniste, les intellectuels, commerçants, banquiers, installés en pays démocratique, se disaient étrangers à ce mysticisme étonnant et déclaraient que, pour eux, pour la plupart d'entre eux tout au moins, la religion n'était plus qu'un souvenir lointain et vague, mais que s'ils voulaient revenir à *une* religion, ils adopteraient plus volontiers celle de leur nation adoptive : le catholicisme ou l'anglicanisme, que le vieux judaïsme, à leurs yeux périmé. Nous en verrons plus loin un frappant exemple.

Le sionisme reste donc le rêve ardent et passionné des Juifs persécutés d'hier. Il ne veut plus entendre parler d'un autre territoire que celui de l'antique Terre promise.

Lorsqu'en 1903, l'Angleterre leur avait proposé de s'établir en Ouganda, les sionistes avaient refusé tout net. Les premiers immigrants commençaient à se porter vers la Palestine. En 1883, l'on n'y comptait que 24.000 Juifs. Mais il y en avait 47.000 en 1891, 50.000 en 1900 et 80.000 en 1914. Aujourd'hui, ils sont 800.000 et ils espèrent doubler ce nombre, dans le proche avenir.

Jusqu'à 1917, les Palestiniens ne s'inquiétèrent aucunement de l'immigration. Habitués à voir venir chez eux des pèlerins et des étrangers de toute origine, ils saluaient plutôt avec sympathie les premiers pionniers israëliens. Il n'était, du reste, absolument pas question de créer un Etat juif. Les Palestiniens vendaient aux arrivants des terrains déserts et considéraient avec surprise et admiration le parti qu'ils réussissaient à en tirer, sans avoir la moindre idée cependant de les imiter !

Les choses commencèrent à se gâter, à la suite de la célèbre *Déclaration Balfour*, du 2 novembre 1917. Pour se ménager l'appui financier des Juifs, l'Angleterre s'engageait, par la voix de Balfour, à favoriser « l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif ». Un « Foyer national », ces termes avaient été choisis exprès pour ne pas effaroucher les Arabes. Etait-ce un Etat ? Etait-ce une simple organisation minoritaire d'ordre économique ? On ne le disait pas. Mais l'Angleterre, chargée en 1922 du mandat sur la Palestine, manœuvra pour annuler les droits des autochtones et appliquer la promesse Balfour, qui était d'autant plus étrange que Balfour donnait aux Juifs ce qu'il ne possédait à aucun titre. Les Arabes étaient trop nonchalants, trop peu clairvoyants pour l'avenir, pour faire opposition à la politique britannique. La S.D.N. approuva du reste la Déclaration Balfour, le 24 juillet 1922. Le mandat britannique débuta le 29 septembre 1923 et se donna la mission d'exécuter la promesse faite aux Juifs. La population palestinienne fut toujours hostile au contraire à la fois à la Déclaration Balfour et à ce mandat britannique, qui voulait l'appliquer. Naturellement, les Palestiniens cherchèrent leur point d'appui chez les Arabes du voisinage.

On se tromperait toutefois du tout au tout, en s'imaginant que les Anglais pratiquaient en Palestine une politique pro-juive. Ils ne travaillaient ni pour les Juifs, ni pour les Arabes mais bien pour les intérêts britanniques. Leur grand moyen d'ac-

tion était justement la lutte entre Juifs et Arabes. Cela leur donnait à eux-mêmes le rôle profitable et lucratif de médiateurs. Comme aux Indes, ils pourraient longtemps prétendre que leur départ serait le signal de la guerre civile, du désordre, de l'anarchie, de toutes les catastrophes possibles, d'un recul net de la « civilisation », comme aiment à dire les diplomates.

Tout cela aurait pu continuer longtemps encore. Les Juifs arrivaient en Palestine, sous mandat britannique, tantôt avec des permissions régulières, tantôt, et plus souvent, semble-t-il, en fraude, mais avec la tolérance tacite des Anglais, si bien qu'ils étaient au moins 600.000, lorsque la guerre se termina, en 1945. L'Angleterre avait beaucoup souffert. Il lui fallait à tout prix faire des économies. Le mandat sur la Palestine lui coûtait cher, en raison des troubles croissants et du chiffre élevé de troupes qu'il fallait y maintenir, et y ravitailler.

Les sionistes avaient eu l'idée géniale de fonder, dès 1901, un Fonds national juif, alimenté par des capitaux venant du monde entier, mais principalement de Grande-Bretagne et des U. S. A. dans le but d'acheter à jet continu des terrains en Palestine. Sans doute, les Palestiniens n'étaient pas obligés de vendre, mais disposant de capitaux immenses et résolus à acheter à n'importe quel prix, protégés du reste dans leurs transactions par le Mandat britannique, les Juifs avaient acquis, peu à peu, lorsque le mandat prit fin, une situation économique, politique et stratégique incomparable. Tous les endroits les plus fertiles de la Palestine : la plaine d'Esdrelon ou de Jezréel, au sud de Nazareth, celle de Philistie, au sud de Jaffa, celle de Saron, au nord de Tel Aviv, grande ville toute récente et centre des colonies juives, au nord de Jaffa ou Joppé, avaient été achetés, mis en valeur, solidement organisés.

Bien plus, les Juifs avaient trouvé moyen d'encercler et d'isoler, dans les parties montagneuses et infertiles du pays, les Palestiniens, en achetant tout ce qui était cultivable autour d'eux. On a pu assister, lors de la guerre israélienne récente, à ce spectacle effarant et douloureux de la fuite ou de la ruine des populations galiléennes qui se sentaient coincées entre les forces juives de Haïffa, au nord du Carmel, d'Esdrelon, au sud de Nazareth et de la mer de Tibériade, à l'est de la même ville.

La guerre fut du reste menée sans pitié, et marquée par de véritables horreurs, actes de terrorisme, massacres de populations désarmées, incendies, ravages et pillages de toute sorte. La *Hagana*, qui groupait pratiquement les forces militaires israéliennes, fut sans cesse fortifiée par des volontaires venant de toutes les parties du monde, mais qui ne contribuaient pas à donner aux forces israéliennes le respect de la propriété et de la vie humaine. En fait, les maisons arabes abandonnées, sous la pression de la panique, ont été systématiquement pillées. A Jérusalem, beaucoup d'Arabes ont fui. Les Juifs avaient massacré sans pitié, à Der - Yassim, localité arabe située à environ 15 kilomètres au nord de Jérusalem, 350 vieillards, femmes et enfants.

« Des délégués de la Croix-Rouge internationale sont allés sur les lieux, nous disait la *Croix* du 30 avril 1949, ils ont compté et examiné les cadavres qui, pour la plupart, étaient horriblement mutilés. »

L'horrible calcul des Israëliens s'est trouvé juste. L'épouvante les a précédés partout. Les Arabes ont quitté les lieux. Les Juifs sont venus, ont vidé les maisons et y ont installés leurs familles.

Les Arabes chrétiens, qui n'avaient pas quitté la ville, — en très petit nombre du reste, — ont été soit envoyés dans des camps de concentration, soit relégués dans une sorte de ghetto, entouré de barbelés. Les établissements catholiques ont été, en partie, envahis et pillés, tels l'hôtellerie de Notre-Dame-de-France, le couvent des capucins à Talbieh, l'école des religieuses de Sion à Kattamon. Les Bénédictins allemands de la Dormition ont été chassés de leur couvent et n'ont pu y rentrer. Les Assomptionnistes de Notre-Dame-de-France ont eut le même sort et rien, chez eux, n'a été épargné, ni l'église ni le monastère. Depuis neuf mois — août 1948 à avril 1949, — le pillage s'y poursuit, malgré les protestations du Père supérieur et celles du consul général de France. Tout cela du reste se passe de façon irrégulière. Le gouvernement juif semble débordé par les éléments anarchiques. Il prend des engagements, mais ne peut les tenir : on vide, on démolit, on emporte !

Ce qui n'a pas arrangé les choses, c'est l'intervention fâcheuse de l'O.N.U., au moment du départ des Britanniques. Le mandat expirait le 15 mai 1948. Or, l'O.N.U. en prévision de cet événement avait adopté le 29 novembre 1947, un *plan de partage* de la Palestine, que les deux parties refusèrent d'accepter. Les Juifs furent toutefois ravis de l'idée d'un partage, qui était déjà une reconnaissance implicite de leur droit de constituer un Etat à part. Les Arabes ne voulant pas de cet Etat, repoussaient le partage, tandis que les Juifs, voulant former un tel Etat, repoussaient également le partage, dans leur désir de se mettre en possession de toute la Palestine, y compris probablement, quoique ultérieurement, la Transjordanie.

La lutte n'est donc pas finie, et probablement n'est pas près d'être définitivement terminée. Ce sont deux mentalités, deux civilisations essentiellement différentes qui sont aux prises. L'Arabe est insouciant, fataliste, patient. Il attendra, il croit que le temps travaille pour lui.

Quelles sont donc les perspectives d'avenir qu'il serait raisonnable d'envisager ?

La solution sioniste pure serait l'expulsion de tous les Palestiniens et Transjordaniens, pour le rétablissement d'un empire d'Israel sans mélange. Mais cette solution est tellement énorme qu'il suffit de l'énoncer pour en révéler l'absurdité.

Qu'il y ait des centaines de milliers de Palestiniens déjà en fuite, c'est un véritable crime contre l'humanité.

Les Arabes, de leur côté, voudraient que tous les Israëliens entrés dans le pays, depuis la fin du mandat britannique, soient expulsés, et que l'autorité antérieure de l'Etat arabe soit restaurée comme elle l'était avant la guerre civile. Cette seconde solution n'est pas moins impossible. Elle l'était déjà avant la victoire des Israëliens, mais elle l'est davantage depuis que cette victoire est intervenue. Les Juifs ont une position si forte qu'il est impossible, sans risquer une guerre atroce et désespérée, de leur enlever les avantages acquis.

Alors, il ne reste plus que deux hypothèses : ou

une fusion des populations arabes et juives en un seul Etat, — ou un partage des territoires palestiniens, par des accords bilatéraux, sous la sauvegarde de l'O.N.U.

La fusion apparaît comme irréalisable, en raison des oppositions flagrantes de tempéraments et de manières de vivre. Arabes et Juifs ne formeront jamais un Etat commun. Le partage, hélas! ne sera jamais non plus qu'un arrangement précaire. Mais tout est précaire ici-bas, et souvent, il n'y a que le provisoire qui dure. C'était bon pour un Hitler de se promettre de fixer le destin du monde pour mille ans. Qu'il y ait donc des traités de paix entre le nouvel Etat israëlien et ses voisins, que ces voisins se tiennent eux-mêmes sur leurs gardes et tirent les leçons de leur défaite. Enfin, que le monde civilisé tiennent compte des droits acquis et du caractère sacré des souvenirs qui s'attachent à des villes telles que Jérusalem, Nazareth, Bethléem et plusieurs autres. Que les Juifs de leur côté comprennent qu'il n'est pas de leur intérêt bien compris de se déshonorer par la violation de la justice et par le mépris du sens chrétien universel. De toutes façons, nous dirons en concluant qu'il y a « urgence d'internationaliser les Lieux-Saints », et de mettre un terme aux atrocités qui se sont déroulées en Palestine, non seulement du fait des sionistes exaltés, mais aussi du fait des hordes irrégulières arabes.

IV

Nous ne voudrions cependant pas fermer cette rubrique de nos Lieux-Saints sans parler du triomphe ménagé à la croix, au jour du Vendredi Saint 1949, date précise de la dernière encyclique du pape à ce sujet.

On a vu que la mission créée à Nazareth, par l'abbé Léon Naveau, de Liège, avait commencé son activité si généreuse, du 28 août au 4 septembre, par l'organisation de repas populaires et la distribution de secours. Il faut dire ici que cette intervention charitable avait reçu l'approbation et joui de la protection des autorités israëliennes. Depuis cette date initiale, la mission belge n'a cessé d'intensifier son action. Le cardinal de Malines et tout l'épiscopat belge en avaient assumé le haut patronage depuis octobre.

Avant de regagner l'Europe, après huit mois de bon travail, la mission belge voulut accomplir le pèlerinage de Jérusalem. Le Vendredi Saint, les Belges portèrent le long de la Voie douloureuse, une haute et lourde croix. Cette croix fut ensuite ramenée par eux à Beyrouth, exposée dans plusieurs églises. Le correspondant de l'Agence *Fides* nous apprend qu'elle fut partout l'objet « d'un triomphe spontané et bouleversant ». De la vaste cathédrale Saint-Georges des Maronites, pleine à craquer surtout de jeunes gens et d'hommes, cette croix fut portée en procession à travers les principales artères de la ville de Beyrouth. Toute circulation y avait été arrêtée. Tout le long du parcours, elle soulevait les acclamations enthousiastes d'une foule extraordinaire, entassée sur plus de 2 kilomètres de rues, sur la chaussée, sur les balcons, aux fenêtres, sur le toit des voitures et des tramways, sur les terrasses, et même sur les murs. Les maisons étaient pavoisées et ornées de tapis et de bannières, comme pour la Fête-Dieu. Il y avait des images pieuses partout. Des pétales de fleurs, des parfums, des confetti, jusqu'à des grains de riz, selon l'usage oriental et même corse, étaient jetés en l'air à pleines poignées. Des coups de révolver tirés en l'air ne cessaient de retentir. Autour de la croix que protégeaient, non sans peine, des jeunes gens, des policiers et des soldats, formant une triple haie, on voyait le nonce apostolique, les archevêques catholiques du Liban, et environ 200 prêtres et religieux de tous rites. On estime à 10 ou 15.000 le nombre des hommes qui suivaient la procession, tandis que le reste de la population l'acclamait sur tout son parcours.

Après ce triomphe mémorable, la croix fut embarquée sur le *Iona*, pour gagner la Belgique, par Rome, Lyon et Paris. Et l'agence *Fides* de conclure :

> « Elle y circulera — en Belgique — de ville en ville, alertant le peuple chrétien en faveur des Lieux-Saints, que menace dangereusement, dans l'indifférence presque générale, l'expansion sioniste. »

Nous voulons espérer 1° que les éléments modérés israëliens sauront contenir le fanatisme de certains sionistes trop exaltés, — 2° que l'appel du Souverain Pontife et des évêques catholiques du monde entier sera entendu, en faveur des mesures à prendre d'urgence, pour la défense des Lieux-Saints.

V

En tout ce qui précède, nous n'avons parlé que des sentiments qui animent l'Eglise catholique. Il y a sûrement, nous ne saurions en douter, de nombreux anglicans ou protestants de diverses Eglises qui pensent de même et pour qui les Lieux-Saints représentent un trésor qu'il faut à tout prix préserver de toute atteinte.

Ce que nous allons dire maintenant nous afflige par contre profondément, en ce qu'il s'y montre, de la part de certains publicistes protestants, un manque complet d'objectivité envers une portion de l'Eglise catholique : celle d'Espagne.

Dans son n° du 7 mai 1949, la revue espagnole *Ecclesia* publie un substantiel article de Jesus Iribarren, sous ce titre, qui ne nous est pas inconnu, car nous avons déjà traité de ce sujet : *Le protestantisme espagnol, problème artificiel.*

Dans cet article, l'auteur dénonce une campagne lamentable de fausses informations lancées par divers écrivains protestants au sujet de ce qui se passe en Espagne. Il s'agit surtout de Bjœrn Hallstrœm, correspondant du journal suédois *Svenska Morgenbladet* de Stockholm.

A l'en croire, Hallstrœm, n'ayant pas pu obtenir le visa espagnol pour entrer en Espagne, serait entré clandestinement dans le pays, puis sorti de même. Après quoi, il écrivit de Londres au périodique cité un mémoire de 90 pages sous ce titre : « Dans l'Espagne de Franco sans passeport ». Ce mémoire fut publié dans la Revue suédoise, reproduit dans nombre d'autres journaux et périodiques étrangers, enfin répandu en brochure en Suède, Danemark, Norvège et Suisse.

Or, cette brochure est un acte d'accusation en règle contre l'Eglise espagnole et spécialement contre la Compagnie de Jésus. Avec une remarquable franchise, la revue *Ecclesia* en cite les extraits les plus frappants. Elle estime que c'est la meilleure manière de la réfuter aux yeux des Espagnols. Elle

n'essaie même pas de réfuter, car elle juge, non sans raison, qu'il est de certains traits d'absurdité qui ne méritent pas une réfutation. De deux choses l'une en effet : ou les calomnies tombent sur un public tellement ignorant de la réalité objective, qu'une réfutation n'a aucune chance de l'atteindre ou en tout cas de le convaincre, ou elle trouve dans l'incrédulité même des lecteurs tant soit peu intelligents et instruits le barrage le plus sûr.

Voici le tableau impressionnant des principales accusations lancées par Hallstrœm contre l'Eglise catholique d'Espagne :

1° La police secrète du régime Franco rend difficile l'opération de photographier du dehors la Société biblique protestante en Espagne ;

2° La Bible, en Espagne, est prohibée ;

3° La Bible est portée à l'Index des livres interdits en Espagne ;

4° Cet Index des livres interdits, sert de manuel à la douane espagnole ;

5° Tout livre publié en Espagne doit être revêtu de « l'imprimatur » ecclésiastique ;

6° La censure des livres est confiée, en Espagne aux Jésuites ;

7° On redoute, en Espagne, l'instruction du peuple;

8° La police est chargée de sténographier les sermons protestants et de prendre note de tous les assistants aux sermons protestants ;

9° Toute personne notée comme protestante est exclue des charges publiques ;

10° Malgré cette persécution du protestantisme, on voit dans certaines chapelles protestantes, en Espagne, plus de 1000 assistants ;

11° Les Jésuites espagnols répandent dans le peuple le bruit que les protestants ne croient pas en Dieu ;

12° Les enfants catholiques espagnols ne craignent pas de profaner l'image du Christ, en promenant les petits tambourins, qui leur servent de jouets et qui sont ornés de l'image du Christ, aux défilés des courses de taureaux ;

13° On voit en masse, en Espagne, du matériel ferroviaire venant des nazis — (observation sur ce point précis : les voies ferrées espagnoles n'ont pas le même écartement que les voies françaises et allemandes, si bien que les wagons de Hitler n'ont jamais pu pénétrer dans le pays) ;

14° Ce sont les Jésuites qui ont favorisé la révolte de Franco contre la République, au moyen de la confession, et qui ont donné, au confessionnal, des ordres pour la soutenir.

Sur ce dernier point, Hallstrœm avait été particulièrement catégorique. Et l'on nous rapporte ainsi son texte :

« L'insurrection de Franco fut activement appuyée par les Jésuites, qui exhortèrent le peuple, au confessionnal, à appuyer Franco. Ce fut l'une des raisons pour lesquelles les églises des Jésuites furent brûlées par le peuple, dans presque toute l'Espagne, quand éclata la révolte. Mais lorsque Franco l'emporta, les Jésuites identifièrent leur propre défense à sa cause. Unis au parti phalangiste, les Jésuites sont son meilleur appui et il reçoit de lui des ordres, en raison de l'aide qui lui est apportée. Les désirs des Jésuites pèsent pour la foule davantage que ceux des autres spectateurs de l'Eglise catholique, qui détournent de l'intolérance... »

Mais ce n'est pas seulement en Suède que les calomnies contre l'Eglise d'Espagne trouvent créance. L'article que nous analysons cite encore de nombreux passages du journal *Sunday* aux Etats-Unis. Il y est question surtout des exploits d'un Espagnol, nommé Sabadell, qui, étant passé à la secte protestante des Baptistes, a organisé des missions baptistes clandestines en Espagne, au moyen d'une traduction en catalan du Nouveau Testament. A l'en croire le N. T. serait tellement ignoré en Espagne que ce livre est une révélation pour tous ceux qui le reçoivent et le lisent !

Le grand journal *Chicago Daily Tribune* a publié d'autre part, le 11 septembre 1948, une information provenant du docteur John Sutherland Bonell, pasteur de la secte presbytérienne, de la 5ᵉ Avenue à New-York. Ce pasteur est un grand voyageur, car il a fait ce tour de force de visiter en deux mois la Tchéco-Slovaquie, la Hongrie, la Suisse, l'Italie, la France, la Hollande, l'Irlande, l'Espagne et l'Angleterre. Cela fait en moyenne, remarque la Revue espagnole, un pays tous les six jours. A cette allure, l'excellent homme doit avoir beaucoup de choses à dire de chaque pays ! Le voilà informé de première main ! Il a vu, lui-même, de ses yeux vus : on ne saurait lui en conter ! C'est pourquoi le journal américain indiqué plus haut a bien le droit d'écrire :

« Le docteur John Sutherland, pasteur de l'Eglise presbytérienne de la Cinquième Avenue de New-York, qui a pu passer deux mois à étudier la situation religieuse de dix pays européens, a déclaré que « le lieu le plus sombre en Europe, en ce qui concerne la liberté religieuse, est l'Espagne ». Il a affirmé qu'en tant que membre du clergé protestant, il préférerait aujourd'hui prêcher à Prague, derrière le rideau de fer, que dans une ville d'Espagne. »

Admirons cette assurance ! Voilà au moins un homme expéditif. Il lui a suffi de deux mois pour étudier « la situation religieuse » en Europe et formuler une sentence catégorique sur le classement à faire des divers pays, en matière de liberté religieuse. Comme il est peu probable qu'il puisse parler le tchèque, le hongrois, l'allemand, l'italien, le français, le hollandais, l'espagnol, en outre de l'anglais, sa langue natale, il a dû s'entourer de multiples interprètes, se documenter auprès de nombreux témoins, ajouter à la masse des renseignements obtenus, des intuitions infaillibles. Lui aussi, il déclare que « la Bible légale et non abrégée ne se vend en Espagne qu'au marché noir » ! C'est d'autant plus curieux que, selon lui, la Bible « légale et non-abrégée » est la bible protestante, dont cependant il a retranché tous les livres qu'on appelle *deutérocanoniques*. N'empêche que, pour lui, la bible catholique est et ne peut être qu'une Bible « illégale et abrégée ».

Avec M. Jesus Iribarren, il suffirait de hausser les épaules et de sourire, en face de ces sottises, si l'on ne devait déplorer une mentalité aussi triste que celle des adversaires de l'Eglise catholique, et même de certains catholiques mal informés qui sont disposés à croire à la légère tout ce qui s'écrit contre le régime franquiste.

Ce régime, il ne nous appartient pas de le juger ici, mais à voir la parfaite sérénité avec laquelle *Ecclesia* relate les calomnies que nous venons de résumer et la fierté un peu hautaine et dédaigneuse avec laquelle, l'auteur se refuse à toute réfutation, il semble bien que le régime franquiste a plus à gagner, auprès des Espagnols, qu'à perdre, à de telles attaques !

VI

Dans la même livraison de la même Revue, *Ecclesia*, nous trouvons sous le titre « *Voix de nos Prélats* » le résumé d'une lettre pastorale de Mgr don Jesus Mérida, évêque d'Astorga. Et cette lettre contient un important passage qui va achever de nous documenter sur la position doctrinale exacte de l'Eglise d'Espagne, au regard du protestantisme : la vérité pure, c'est qu'elle le considère comme un pseudo - problème, comme un cas si imperceptible dans l'ensemble de la vie espagnole qu'il n'y a pas à en tenir compte dans la législation du pays, si ce n'est par des règles très générales, au sujet des dissidents religieux.

« L'Espagne, par un effet de la miséricorde de Dieu, déclare en substance le prélat, jouit de l'unité religieuse en la vérité catholique. Les protestants nationaux sont parmi nous « une insignifiance en nombre et en qualité », — nous essayons de traduire littéralement : *una insignificancia en numero y en calidad.* — Ils ne constituent pas, même de loin, une minorité qui accuse sa présence dans la vie nationale.

« On doit par suite, réaliser l'idéal du régime politique catholique, en matière de liberté religieuse, ...laquelle se résume en ce que les lois civiles :

1° Doivent interdire tout ce qui nuit à la religion catholique et à l'unité religieuse des Espagnols, et, par conséquent, la propagation de toute religion fausse, comme l'hérésie protestante.

2° Doivent éliminer, autant que possible, les obstacles que les forces adverses pourraient opposer à l'exercice de l'apostolat ecclésiastique ;

3° Doivent créer les conditions favorables à l'éducation catholique de tous les Espagnols catholiques, c'est-à-dire pratiquement de tous.

4° Peuvent et même doivent établir l'étude obligatoire de la religion catholique, en son contenu idéologique et en son histoire, pour tous ceux qui sont instruits dans des centres espagnols, même s'il s'agit d'étrangers non-catholiques. L'instruction religieuse peut être imposée à tous, au même titre que les mathématiques, la géographie ou tout autre matière honnête et utile. Obliger à l'instruction catholique, dans les centres catholiques, et dans les écoles officielles, n'est pas imposer la foi ni la pratique de la religion catholique.

5° A personne, on ne peut imposer par contrainte la foi religieuse ni dans une nation catholique, ni dans aucune autre non-catholique ; toutefois, dans une nation catholique on peut et on doit interdire au non-catholique de faire des manifestations publiques nuisibles à la foi catholique, et, de même, tout ce qui serait une atteinte préjudiciable à la totalité de la nation.

6° Aux non-catholiques étrangers ou nationaux, pourvu que soient sauvegardés les intérêts de la foi catholique, on peut permettre et, d'ordinaire, on doit permettre d'élever leurs enfants mineurs, dans des centres réservés exclusivement à eux, à la condition que l'autorité veille à l'accomplissement des prescriptions de l'Eglise, au sujet de la fréquentation par les catholiques des centres d'éducation non-catholique. »

Pour bien comprendre ces règles, il faut avoir constamment présente à l'esprit cette considération que la religion catholique ne compte pour ainsi dire pas de dissidents en Espagne, que cette religion est la religion nationale, le principe foncier de l'unité spirituelle de la nation.

L'obligation pour l'Etat catholique de faire instruire tous les enfants est affirmée de telle manière qu'il est aisé de voir à quel point on calomnie l'Eglise espagnole en prétendant qu'elle veut maintenir le peuple dans l'ignorance !

Il est faux également qu'elle veuille imposer la foi catholique à qui que ce soit. Elle admet formellement la liberté d'enseignement pour les non-catholiques. Mais, si des non-catholiques fréquentent les écoles catholiques, elle estime que les cours d'instruction religieuse sont au moins aussi utiles et donc obligatoires que les cours de mathématiques ou de géographie.

Il est presque inutile d'ajouter que la pastorale dont nous venons de citer le passage le plus important, insiste sur cette loi chrétienne essentielle « que la base la plus solide de la paix sociale se trouve dans la charité » du Christ.

VII

D'Espagne, nous passerons en Afrique. Dans son n° du 15 mai 1949, la revue *Grands Lacs* étudie les Grands Séminaires indigènes en Afrique noire française et belge.

C'est d'abord, M. Maurice Briault qui nous donne un « Essai » sur leur genèse.

On s'imagine volontiers que l'idée de créer des Séminaires indigènes est relativement récente. Il n'en est rien. Dès son arrivée au Gabon, par exemple, Mgr Bessieux, entre 1845 et 1849, songeait déjà aux futurs prêtres et enseignait les rudiments du latin à de petits nègres qui ne savaient pas encore le français. Le R. P. Libermann, fondateur des PP. du Saint-Esprit, avait inculqué cette pensée à ses missionnaires. Les premiers prêtres indigènes au Sénégal furent ordonnés l'un en 1875, le second un peu après 1880. Il avait fallu trente ans pour atteindre ces premiers résultats ! Est-ce trop ? Que l'on songe au degré si bas où l'on prenait ces petits indigènes !

C'est donc entre 1870 et 1880, que les premiers Séminaires ont existé en fait, mais sans le nom. On ne pouvait disposer que d'un Père ou au plus deux pour les cours. Le nombre des élèves ne dépassait pas celui des doigts des deux mains. Ils se décourageait facilement, devant la complexité et la longueur des études nécessaires pour arriver au but sublime du sacerdoce. Quand un séminariste demandait à « retourner au village », afin de voir si sa mère n'était pas malade, on comprenait ; le jeune homme partait et ne revenait pas !

Les noirs étaient-ils inférieurs en intelligence ? On l'a cru au début. On ne voulait leur reconnaître que de la mémoire et de la calligraphie.

En fait, le noir est assez mal doué pour l'abstraction et le raisonnement. La réflexion le fait dormir. Le jugement — chose plus grave — n'est pas toujours sûr.

Par contre, il est docile, n'est ni frondeur ni dissipé. Sa bonne volonté est incontestable, il est sensible au bon exemple. Sa piété est sincère et elle inspire ses efforts. Il se soumet au règlement, sans discuter, pourvu qu'il soit bien encadré.

Seulement — il y a un seulement ! — sous ces

dehors encourageants subsiste une versatilité extraordinaire. Tout à coup, sans que rien ne le laisse prévoir, le meilleur garçon est pris d'un accès de violence, ou de passion irrésistible, et plus souvent encore d'un *ennui* qu'il ne peut surmonter ! C'est la fameuse *acedia* des auteurs du Moyen Age.

« Le cas n'est pas du tout rare : alors celui qui abdique ne fournit pas d'excuse. Il ouvre les mains, tend les paumes en l'air et ne trouve à dire que ces mots, d'ailleurs parfaitement justes : Je suis fatigué ! »

Il y a donc un déchet considérable dans les essais de vocation sacerdotale. Il est des élèves qui sont réguliers, mais dont l'esprit ne s'éveille pas. Il en est qui ont des crises de santé redoutables, au moment de passer à l'âge d'homme. Il est arrivé même qu'un séminariste ait parcouru tout le cycle des études, reçu les ordres sacrés et que son cerveau, trop tendu, éclate, au moment de recevoir la prêtrise :

« Un cas, au Gabon, fut tragique : un diacre, l'abbé Armand Bambara, excellent sujet, fut pris, juste à la veille de sa prêtrise, d'une démence farouche, échappa à son infirmier et s'en fut se perdre dans la forêt, où il ne tarda pas à mourir ! »

Il faut compter enfin avec l'opposition des familles, qui sont enchantées de voir leurs enfants commencer des études, mais qui font tout au monde pour les détourner vers une situation civile, dès que ces enfants ont acquis un peu d'instruction.

Au Gabon, la première ordination fut plus lente à venir qu'au Sénégal : au lieu de 30 ans, il en fallut 50, car le premier prêtre ne fut ordonné qu'en 1899, alors qu'on admet que des essais de Séminaire rudimentaire avaient commencé en 1849, il y a juste cent ans.

Ce fut entre 1895 et 1905 que les Séminaires proprement dits apparurent au Loango, au Sénégal et au Gabon. Mais la guerre de 1914, par les changements profonds qu'elle amena, provoqua les réalisations les plus importantes.

Au Cameroun, les Pères du Saint-Esprit remplacent les Pallottins allemands. Le nombre des fidèles augmente avec une incroyable rapidité : 30.000 en 1916 ; près de 500 000 aujourd'hui. Il devient donc nécessaire de construire de vrais séminaires, avec un programme d'études complet, un corps professoral spécialisé, une vie régulière, en un mot tout ce que nous mettons, en Europe, sous ce mot de « Grand Séminaire ». — Nous ne parlons pas ici des Petits Séminaires, mais il va de soi, qu'ils sont le vestibule obligatoire des grands.

Ce qui manque le moins, dans ces chrétientés en plein essor, ce sont les élèves. On a le choix. On s'arrête à une véritable élite.

Le Cameroun a donné le branle. Dans le reste de l'Afrique, sans avoir la moindre pensée d'émulation servile, on suit son exemple. Les missions voisines ont du reste vu leurs effectifs s'accroître également : le Gabon marche vers ses 100 000 chrétiens ; Brazzaville de même. Loango a 50.000 fidèles ; l'Oubangui-Chari, avec ses peuplades dispersées, dépasse 30.000.

Le dernier terme de l'évolution actuelle est la création toute récente d'un Grand Séminaire intervicarial à Brazzaville. On veut réunir, en ce point central, toute la formation du futur clergé d'Afrique équatoriale française. Cependant, le Cameroun, en raison du nombre énorme de ses effectifs gardera ses séminaires de Douala et Yaoundé.

Ne nous hâtons pas de mettre le point final à ce mouvement. Les événements ont l'air de se précipiter en Afrique. On ne peut en rien préjuger de l'avenir.

Et maintenant, que valent les prêtres indigènes ? Il sont déjà une quarantaine au Cameroun, vingt au Gabon, une dizaine à Brazzaville, autant au Loango, deux ou trois seulement à Bangui.

Interrogé sur la valeur de ce clergé noir, un Père du Cameroun répond :

« Ne me parlez pas de notre clergé : ce mot est un pluriel, un terme général. Or, il en va là-bas comme ici dans chacun de vos diocèses : il y a dans ce clergé toutes les valeurs et chaque prêtre en particulier devrait recevoir sa note. »

Beaucoup en méritent une bonne, voire une très bonne. Il y a des zélés, mais qui sont rudes, et il y a des prudents, mais qui sont mous. Il y a aussi des imprudents, qui se fourvoient. Même chez les plus instruits se révèlent parfois des lacunes étranges. Si on les leur signale, les uns acceptent et cherchent à s'instruire, les autres veulent contester et sont vexés. Les uns parlent très bien, d'autres sont avares de paroles, comme certains chefs, mais ne s'en font que mieux écouter.

Au sortir du séminaire, tous ont eu à faire, comme en Europe, l'apprentissage de la liberté et de l'initiative. Tous n'y réussissent pas également. Ceux qui ont le mieux « tenu », sont les prêtres très pieux, mais dont la piété ne reste pas confinée à l'église, et aussi les gros travailleurs, car rien n'est aussi salubre que le travail. En revanche, rien n'est aussi dangereux que le désir de se faire « mousser ». Leur écueil à tous est le dosage de la fidélité à leurs usages ancestraux, et l'adoption des manières européennes. Tous d'autre part gardent un « côté-enfant », voient des futilités que l'Européen n'a pas même aperçues, et leur donnent du poids plus qu'il ne convient.

Ce qui les sauve, en général, c'est la vie commune, malgré ses épreuves que connaissait si bien S. Jean Berchmans, mais qui leur offre le solide point d'appui de l'affection d'un Père, auquel ils s'attachent avec une admirable fidélité.

Il y a peu de défections, et en général rarement pour une question de mœurs, mais pour un orgueil froissé, ou cette sorte de « fatigue », que nous avons déjà signalée.

VIII

Les missions du Congo belge ont naturellement, elles aussi, fondé leur Grands Séminaires. *Grands Lacs* nous les décrit successivement.

Voici d'abord celui de Niangara, en Uélé, un pays peuplé de races diverses : Bantous, Soudanais, Nilotiques, avec toute une gamme de sous-races, ayant chacune leurs usages, langue, mœurs. Le pays aussi est très varié : au nord, une plaine aux immenses brousses, savanes boisées, steppes aux arbres rabougris. Au sud, pays accidenté avec d'énormes forêts abritant les derniers exemplaires de Pygmées.

Ces populations sont adonnées à la polygamie, à l'immoralité, à la superstition. Le Vicariat de Niangara compte un huitième de chrétiens... de surface hélas ! pour la plupart. Ce n'est pas en Uélé que le Saint-Esprit a soufflé en tornade !

Le Grand Séminaire de Niangara est le plus ré-

cent de la région. Fondé en 1936, il a commencé à fonctionner en 1938, sous la direction des Dominicains de la province belge. L'année scolaire là-bas commence en février et se termine vers la mi-décembre. A l'heure actuelle, ce Grand Séminaire, commun aux quatre vicariats d'Uélé, compte 29 séminaristes de philosophie, 14 de théologie. Il en est sorti jusqu'ici, en deux ordinations, onze prêtres noirs, en 1947 et 1948.

On s'applique, au Séminaire, à opérer une parfaite fusion des races. Les élèves ne rentrent jamais en famille, durant leurs études. Cette précaution est indispensable, tant le milieu est encore peu chrétien. Il faut éviter aux jeunes plantes les trop rudes épreuves. Tous les trois ans cependant, on ménage aux séminaristes un séjour de quelques jours dans la mission d'origine. Ils peuvent alors, mais en restant à la mission, saluer leurs parents et amis, respirer l'air natal.

Le Grand Séminaire de Niangara apparaît, aux yeux des indigènes non-chrétiens, comme un lieu de mystère, une oasis extraordinaire. « Le genre de vie de ces jeunes gens de leur race, venus de si loin pour s'enfermer entre ces murs mystérieux, qui connaissent leur langue mais parlent le français comme des blancs, que l'on voit souvent se promener sur les routes ou sur les pistes de la brousse, sans s'arrêter chez personne, leur paraît étrange. » C'est une extravagance de plus imaginée par les Européens, pensent-ils sans doute. Ou, comme ils disent : « c'est une affaire de Blancs » ! Ce qui les étonne le plus, eux, les polygames invétérés, c'est le renoncement de ces jeunes gens au mariage !

Pour les chrétiens au contraire, la construction du Grand Séminaire fut un événement prodigieux : la réalisation de leur rêve : avoir des prêtres de leur race !

La population chrétienne suivit les progrès de la construction avec passion, et ce fut dans un enthousiasme indescriptible qu'ils acclamèrent leurs deux premiers prêtres, au 8 décembre 1944. Le Grand Séminaire est devenu à leurs yeux un lieu privilégié, une sorte de sanctuaire, la sainte « maison des hommes de Dieu ».

Le Séminaire régional de Kabwe est également commun à plusieurs vicariats, sept exactement : Léopoldville, Boma, Lisala, Luluabourg, Tshumbe, Lulua et Katanga central, Sakania. Il est confié à la Congrégation du Cœur immaculé de Marie (Scheut). On y compte huit professeurs et un frère convers. Les études y ont été mises en marche avec l'année scolaire 1934. En cette même année, au 1er juillet, eut lieu l'ordination du premier prêtre du vicariat du Haut-Kasayi, M. l'abbé Charles Mbuya. Depuis ce temps, 55 prêtres indigènes en sont sortis, sur 97 élèves qui étaient entrés en philosophie. En septembre 1947, deux jeunes prêtres indigènes sont allés suivre des cours de droit canonique à Rome.

Les élèves de ce séminaire sont travailleurs. Leur esprit est excellent. Pendant les vacances et les temps de loisirs, ils cultivent eux-mêmes et récoltent les arachides et les autres légumes. Ils font le balayage, le nettoyage des vitres, l'entretien des maçonneries du séminaire. Et avec cela, ils aiment l'étude et s'assimilent de façon satisfaisante les matières du programme des sciences ecclésiastiques.

Il est à remarquer que la majorité des enfants qui s'engagent dans la voie du sacerdoce, vient encore des familles païennes. Pourtant, en 1948, sur 65 entrées en septième au Petit Séminaire, il y en avait quarante qui venaient de foyers chrétiens.

Il est naturel dans ces conditions que le temps consacré à la formation soit très long : 7 ans au Petit Séminaire, 3 ans en philosophie, 5 ans en théologie, en tout 15 ans. Au Grand Séminaire, fleurit avec intensité l'esprit de piété, de prière, de sacrifice, de renoncement, sans que cela nuise à la gaieté aux heures de détente.

Une des grosses difficultés à vaincre est la suivante : les noirs les plus intelligents et les plus instruits veulent imiter les Européens, ce qui est assez naturel. Mais leur imitation tend surtout au mépris du *travail manuel*. Le noir qu'on appelle là-bas « évolué », c'est-à-dire qui a un vernis de science européenne et peut tenir un emploi, estime que le travail manuel est *déshonorant*. Les jeunes gens du séminaire courent le risque de donner dans ce préjugé. Un jour qu'un prêtre noir, professeur au Petit Séminaire, travaillait au jardin, il entendit un « évolué » qui passait et l'avait contemplé longuement, lui dire : « Monsieur l'abbé, en travaillant ainsi, vous déshonorez votre soutane ».

Pour réagir contre un préjugé aussi regrettable, on habitue les séminaristes à tout faire, en ce qui concerne les travaux manuels, dans la maison : lavage et repassage du linge, balayage, culture du jardin. Ils comprennent ce qu'on leur demande et ils s'y soumettent en esprit d'obéissance et de sacrifice.

Du séminaire de Kabwe, nous passons, dans la même revue, à celui de Kipalapala, placé sous le patronage de Saint-Paul.

Nous sommes ici en territoire anglais. Dès 1920, six ans avant l'Encyclique de Pie XI « *Rerum Ecclesiæ* », qui demandait la création d'un clergé indigène, un essai de Grand Séminaire avait été fait à Utinta, sur le lac Tanganyka. Puis, on constata que le lieu était mal commode, pas assez central, trop enfoncé dans la brousse. Finalement, on s'établit à Kipalapala, ancien poste de mission abandonné, puis repris. Les constructions du séminaire y furent commencées en 1923, et les premiers séminaristes installés en 1925.

La durée des études au Grand Séminaire est encore plus longue qu'à Kabwe, car on y consacre 3 ans à la philosophie et 6 ans à la théologie, savoir 2 au dogme, 2 à la morale, 2 aux sacrements. Avant ces deux dernières années, qui sont celles des Ordres sacrés, il y a un an de probation pour les élèves, dans leur propre mission. L'année scolaire commence au 1er novembre et finit au 15 août, date où les Ordres sont conférés. Il y a, à Kipalapala, une petite paroisse de 350 chrétiens, dans laquelle les séminaristes vont s'exercer au ministère, faire le catéchisme, visiter les malades et les pauvres.

On a créé au séminaire St-Paul un cercle littéraire, où les élèves qui en ont le talent s'exercent à des compositions et traductions, destinées à fournir des lectures saines aux noirs de plus en plus nombreux qui savent et désirent lire.

Là non plus, les élèves ne vont jamais en vacances dans leurs familles, sauf durant l'année de probation, au cours de laquelle ils peuvent passer chez eux quatre semaines. Les vacances, trois fois l'an,

se prennent donc soit au séminaire, soit à la maison de campagne.

Le séminaire de Kipalapala est commun à tous les Vicariats des colonies britanniques, qui n'en ont pas encore. Au début, il y vint des élèves de onze Vicariats et de cinq Préfectures apostoliques. Récemment, les Pères du St-Esprit ont créé leur propre séminaire, et depuis 1939, les élèves du Nyassaland et de la Rhodésie vont à Kachebete.

Pendant la guerre récente, le séminaire de Saint-Paul a été soutenu, de façon admirable, par des subsides venant du Canada et des U.S.A. Les séminaristes, par ailleurs, surent se mettre à tout, cultiver la terre, confectionner les soutanes et les réparer, faire la lessive, etc. Si bien que de 1939 à 1944, il y eut 98 entrées, sur lesquelles, 39 prêtres furent ordonnés.

Au total, depuis sa fondation, ce séminaire a reçu 380 sujets ; sur ce nombre, 164 sont sortis, ne pouvant continuer, 7 sont morts, 13 sont en probation, 86 encore en cours d'étude, et 110 ont déjà reçu le sacerdoce. Il serait intéressant de comparer cette statistique avec celles de nos séminaires européens. On verrait, croyons-nous, que la proportion des prêtres par rapport à la quantité des entrées, est fort encourageante.

Après cette excursion en territoires anglais, si nous revenons au Congo belge, nous trouvons encore le séminaire régional de Baudouinville, sous le patronage de S. Thomas d'Aquin.

L'évangélisation commença, en cette région du haut Congo, vers 1880. Ce fut en 1897 que les premiers essais de formation d'un clergé indigène furent tentés. Le Vicaire apostolique de Baudouinville était alors un homme des plus remarquables : Mgr Roelens, qui gouverna le vicariat durant 46 ans, de 1895 à 1941, et qui est mort, retiré, le 5 août 1947, à l'âge de 89 ans. Justement, le *Bulletin des Missions* du 4e trimestre 1948 a publié de lui trois lettres fort intéressantes sur la famille et les croyances des nègres, sur l'attachement des indigènes à leurs superstitions païennes et la façon de les aborder pour les convertir.

Mais c'est à *Grands Lacs*, toujours au n° du 15 mai 1949, que nous emprunterons les détails suivants sur le séminaire Saint-Thomas d'Aquin. La construction en fut entreprise, par Mgr Roelens, en 1925. Le roi Albert de Belgique s'y intéressa personnellement. En 1927, les séminaristes en prenaient possession. Il est bâti au centre d'un plateau de 1100 mètres d'altitude, dans une des plus saines régions du Katanga. C'est un grand quadrilatère, pouvant donner une cellule à chaque séminariste et capable d'en abriter une centaine. Il reçoit actuellement les élèves des Vicariats de Baudouinville, Stanley-Falls, Katanga, Elisabethville.

Jusqu'à ce jour, il en est sorti 35 prêtres. Ici on a calculé *grosso modo* que sur 100 élèves qui sont entrés, un quart arrive au sacerdoce, trois quarts restent en route, soit pour raison de santé, soit pour incapacité, soit pour manque de vocation cléricale.

Les études sont exactement les mêmes qu'en Europe. Tous les séminaristes s'exercent à l'harmonium et à la musique. Les études durent huit ans. Si, au séminaire St-Paul, la langue courante est l'anglais, ici elle est le français, en dehors du latin naturellement. Les élèves mordent fort bien aux sciences ecclésiastiques, à condition que ce soit à petites doses.

« Les professeurs ont besoin de beaucoup de patience, de bonne humeur, d'égalité d'âme ; il est nécessaire qu'ils s'ingénient à obtenir de leurs élèves un travail personnel et réfléchi ; une énergie continue mais sans violence est indispensable pour mener les Noirs vers le progrès. »

Les séminaristes portent la soutane blanche. Ils la prennent en entrant en philosophie. Ils portent des souliers et, comme coiffure, le casque colonial. La nourriture est celle des missions dans lesquelles les prêtres noirs devront vivre en communauté plus tard. Il leur faut une nourriture variée et fortifiante, sans quoi les santés auraient à en pâtir et le mauvais esprit ne tarderait pas à apparaître. Les cours sont coupés de nombreuses récréations, durant lesquelles les élèves jouent ou travaillent aux champs. Ici également, on éprouve le besoin de lutter contre le préjugé des noirs « évolués » contre le travail manuel. Les séminaristes y prennent goût, au bout de quelques années et y deviennent fort entendus, de même que dans le travail du bois. En fait de jeux, ce qu'ils aiment sans lassitude, c'est le football et le volley-ball.

Les obstacles à vaincre, avant d'arriver au sacerdoce, sont exactement les mêmes que dans les autres mission : sollicitations de la famille à profiter de l'instruction acquise pour obtenir une bonne place, faire un beau mariage, venir en aide aux parents pauvres ; fatigue de bien faire à laquelle peu échappent, en raison de la monotonie des années d'études, de la rigueur du règlement ; invasion de la tristesse et du découragement (*acedia*) ; tendances à se contenter de belles apparences et à négliger les vertus de fond.

Pour lutter contre ces difficultés, outre la prière et l'esprit de sacrifice, on s'efforce de maintenir au séminaire une atmosphère de franche gaieté. La joie circule à pleins bords dans la maison.

Notons en terminant ce bref exposé que toute l'éducation des séminaristes noirs repose sur la charité chrétienne. Aucun d'eux n'est en état de fournir la moindre pension. C'est surtout à l'œuvre de St-Pierre-Apôtre que les prêtres indigènes doivent d'avoir pu accéder aux cimes sublimes du sacerdoce catholique. Cette œuvre admirable compte 50 ans d'existence. Or, en 1889, il y a 60 ans, les prêtres indigènes, dans tout l'univers — pas seulement en Afrique, — étaient 900. Aujourd'hui, ils dépassent 7.000 Le nombre des séminaristes était de 2.700, aujourd'hui il approche de 20.000 et le nombre des séminaires, petits et grands, est de 377. Les vocations affluent. Ce qui manque, ce sont... les dollars. Il en faudrait deux millions par an, et l'Œuvre de St-Pierre Apôtre ne dispose que de 600.000. Avis aux détenteurs des précieux dollars ! Pour l'avenir du monde, cet emploi des dollars serait plus utile que dans les recherches atomiques !

IX

Si les prêtres noirs sont formés aux travaux des champs, cela ne veut pas dire qu'ils pourront s'y adonner plus tard, mais au moins ils y seront compétents, pourront donner des avis utiles, alerter leurs ouailles sur la direction à donner à leurs travaux.

Sous ce rapport, nos curés de France peuvent bien, à l'occasion, remplir aussi un rôle utile d'information, auprès de leurs jeunes cultivateurs.

C'est qu'il va se poser, pour l'agriculture française, des problèmes urgents et délicats. P. Coutin, dans *Travaux de l'Action populaire*, de mai 1949, nous expose ces problèmes de façon très claire.

Depuis 1880, notre agriculture a pris une orientation nette : la surface des terres cultivées en céréales a été réduite : 1° par une extension des herbages ; 2° par abandon de terres, qui sont laissées incultes. En 1882, le blé occupait 7,2 millions d'Ha. Mais il n'en avait plus que 5,05 en 1938, et 4,2 en 1948. Le seigle qui occupait 1.500.000 Ha, en 1893, n'en a plus que 548.000 en 1948.

Le total des surfaces à céréales était encore de 13,5 millions d'Ha. en 1913, mais il est tombé à 8,5 en 1948. En sens inverse, les herbages ont gagné de 8,5 en 1902 à 12,2 en 1948. Mais chose plus grave et plus regrettable, ce qu'on appelait jadis « l'opprobre de la jachère », c'est-à-dire la terre laissée inculte a passé de 3,8 millions d'Ha. en 1913, à 6,5 en 1946.

Pourquoi cette évolution défavorable ? En premier lieu, parce qu'on a déserté la campagne ; en second lieu, parce que les pays neufs nous font concurrence pour les prix des céréales ; en troisième lieu, parce que la population française mange moins de pain et beaucoup plus de viande. Jadis un paysan consommait un kilo de pain par jour et par personne, en moyenne, mais il n'allait à la boucherie que pour les jours de fête et se contentait de porc salé, en temps ordinaire. Aujourd'hui, on consomme moitié moins de pain, mais on mange de la viande, à peu près tous les jours.

Comme chiffre de population rurale, on estime qu'elle était de 9 millions, en chiffres ronds (rectifiés, car les statistiques rendent mal le chiffre des femmes), en 1896, tandis qu'elle n'était que de 7.405.000 en 1946. Dans ce dernier chiffre sont compris environ 150.000 cultivateurs d'Alsace-Lorraine, qui ne s'y trouvaient pas en 1896. La différence, entre les deux dates, doit approcher de 2 millions. Les paysans ont quitté la terre, en grand nombre, pour rechercher un bien-être supérieur. Le dicton populaire dit « par goût du cinéma ». C'est évidemment enfantin, mais il y a une part de vrai, en ce sens que beaucoup de ménages paysans ont cru trouver des conditions de vie plus agréables à la ville.

Voyons maintenant les rendements. Chose curieuse, si les terres cultivées ont perdu en superficie, elles ont beaucoup gagné en productivité. On a calculé que le rendement moyen a augmenté de 19 % entre 1892-1896 et 1934-1938. La production totale a donc augmenté, en dépit de la réduction des surfaces. Cela tient à l'emploi massif des engrais chimiques. En 1886, on n'employait que 15.500 tonnes d'azote, 58.000 tonnes d'acide phosphorique, et 4.000 tonnes de potasse. Or, en 1937, on a employé 194.000 tonnes d'azote, soit 12 fois plus ; 387.000 tonnes d'acide phosphorique, soit six fois et demi plus ; 274.000 tonnes de potasse, soit 68 fois plus. Ajoutons à cela l'emploi de semences sélectionnées, l'amélioration des races bovines, la transformation de l'outillage agricole.

L'augmentation de 1892 à 1938 aurait été bien plus forte, en production, sans la concurrence des productions étrangères (Argentine, Canada, Australie, Etats-Unis, Roumanie, Russie). Notre agriculture manquait de débouchés et n'était pas sollicitée à produire au maximum.

Et maintenant, il s'agit de prendre, dans notre agriculture, un tournant des plus importants. Et c'est là qu'il est nécessaire, selon notre article, d'alerter tous nos cultivateurs. Ils ont été un peu découragés par l'année en cours. La production, qui avait été déficitaire, non seulement durant toute la guerre, mais encore en 1947, en raison des gelées tardives, fut exceptionnellement bonne en 1948. L'abondance amena l'effondrement des prix tandis que dans l'industrie le coût de la vie continuait à monter ou, en tout cas, ne diminuait pas.

De là, un doute, une crainte, une anxiété, chez nos producteurs agricoles. Qu'arriverait-il si l'on produisait à pleins bras ?

Ce qui arriverait ? Ce serait, selon toute apparence, le meilleur atout du relèvement de la France. En effet, ce qui nous a manqué, en 1948, ce sont les débouchés extérieurs : comment songer à exporter, alors que les chiffres *avoués* — c'est moi qui souligne — de notre production étaient encore inférieur à nos besoins ? On a donc au contraire continué à importer. Le paysan de France, grugé, trompé trop souvent, se méfie, à l'excès peut-être. Ses déclarations de récolte effective sont en général fausses. Il récolte souvent un quart ou un tiers en plus de ce qu'il déclare. Les statistiques officielles sont donc toutes fausses à la base. Jamais il n'a été plus exact que de dire : « faux comme une statistique ». Mais maintenant, la situation est tout autre. Des débouchés permanents et réguliers nous sont ouverts à l'étranger. L'Angleterre, la Belgique et l'Allemagne, nos plus proches voisines, ont des besoins annuels en blé, viande, produits laitiers. Or, par manque de dollars, ces pays préfèrent acheter nos produits plutôt que ceux du Canada, des U.S.A. ou d'Argentine. L'Angleterre a conclu avec nous des accords à long terme pour des fournitures annuelles de blé et de viande. Nous pourrions de même vendre à l'Allemagne des céréales, de la viande et du lait, en échange de charbon. Avec la Belgique, des contrats de même nature pourraient être passés.

Bref, alors que la France importait encore en 1934-1938, 13 millions de quintaux par an, elle doit désormais se suffire à elle-même. Premier point. Et, second point, elle doit pouvoir exporter en Angleterre, Belgique, Allemagne et Suisse, environ 15 millions de quintaux de blé ou autres céréales, 120.000 tonnes de viande, et une quantité de produits laitiers équivalant à 12 millions d'hectolitres de lait. Pour arriver à ce chiffre, compte tenu des besoins nationaux, il faudrait qu'en 1950, ou au plus tard, en 1952, la France produise 100 millions de quintaux de blé, 90 millions de céréales secondaires, orge, avoine, seigle, maïs, 2.200.000 tonnes de viande et 175 millions d'hectolitres de lait.

En d'autres termes, cela suppose que notre production agricole sera à l'indice 124 contre 100 de moyenne, entre 1934 et 1938. — Augmentation d'un quart.

Est-ce possible, avec une population agricole réduite ? Et par quels moyens ?

On voit — sur le papier — deux solutions : la première consiste en la mise en valeur de 1.500.000 Ha. de terres incultes ; et la seconde, en une augmentation du rendement à l'Ha.

Mais il faut avant tout convaincre les agriculteurs de l'intérêt qu'ils ont à atteindre l'objectif que l'on vient de dire. Car, leur espoir a été passablement ébranlé par l'effondrement des cours agricoles, qui s'est produit cette année. Ce que nos jeunes doivent savoir, c'est justement que les conditions ne sont plus les mêmes. L'exportation de nos produits agricoles est possible, souhaitable, relativement facile et pourra devenir certaine, à la suite de la conclusion de contrats avec les pays qui ont besoin de nos produits.

Seulement, ces contrats une fois conclus devront être remplis de notre part. Il ne faut pas qu'après avoir pris des engagements, nous soyons exposés à ne pas les tenir.

Essayons donc de préciser les conditions auxquelles l'augmentation nécessaire de notre production, pourra être obtenue.

1° La *remise en culture* de terres abandonnées pourra se faire grâce à la motorisation, au remembrement des terres, aux répartitions intérieures des travailleurs agricoles.

Le parc des tracteurs agricoles doit être porté à 200.000 en 1952, alors qu'il était de 95.000 en décembre 1948.

Le remembrement, qui, seul, permet l'emploi en grand de la motorisation agricole, portera, de 1949 à 1952, sur 2.250.000 Ha.

Enfin, on compte environ 10.000 familles de jeunes agriculteurs, qui ont peine à trouver du travail en Bretagne et Vendée, mais qui pourraient être dirigés vers le sud-ouest (Gers surtout) et vers l'est (entre Dijon et Metz).

2° *L'augmentation des rendements* sera obtenue par l'emploi des engrais, par le perfectionnement des méthodes de culture, l'appel à des semences sélectionnées, la lutte contre les mauvaises herbes. Enfin, pour la production laitière, nous pouvons nous inspirer des exemples des pays voisins. Le rendement moyen des vaches, chez nous, a été de 1825 litres de lait par an, de 1934 à 1938. Or, elle est de 3.220 litres au Danemark ; de 2.900, en Suisse ; de 2.537 en Angleterre. En employant davantage le tracteur et en évitant de faire travailler les vaches laitières, il doit être possible d'arriver chez nous à une moyenne de 1.950 litres, qui suffiraient pour obtenir les 175 millions d'hectolitres de lait par an, dont il a été question plus haut, car notre troupeau national de vaches atteindra 9 millions. Mais il faudra prévoir pour ce bétail une alimentation abondante et rationnelle.

On s'attend pour la viande, en 1952, à 2.200.000 tonnes, dont 900.000 de bœuf, 300.000 de veau, 60.000 de mouton, 900.000 de porc, 40.000 de cheval. L'augmentation par rapport aux chiffres actuels doit venir du bœuf et du porc.

3° *Convaincre les agriculteurs* doit être possible. Ils gardent un souvenir pénible des années 1930-1935 et aussi de l'année 1948. Ils n'augmenteront leur production que s'ils escomptent un bénéfice normal. Il faut donc que le gouvernement adopte une politique agricole et la pratique avec persévérance. Passer, en un mot, du protectionnisme douanier et de la sous-production à la super-production. C'est un changement complet de tendances, de points de vue, de pratiques. Satisfaire largement aux besoins intérieurs et exporter régulièrement, les conditions de vie des paysans y gagneront considérablement et la désertion des campagnes en pourra être freinée. Va-t-on pouvoir prendre ce tournant difficile mais décisif ?

X

Sous la direction de M. Daniel-Rops, paraît, depuis trois mois, une nouvelle et attrayante Revue de lectures chrétiennes, intitulée *Ecclesia*. Il y aurait dans chacun des trois numéros parus jusqu'ici des articles intéressants à relever. Bornons-nous à cueillir, dans le n° de juin 1949, quelques idées importantes dans l'article de Jean-Jacques Bernard intitulé : *Judaïsme et christianisme*.

Jean-Jacques Bernard est cet Israélite récemment converti dont tout le monde a lu le livre émouvant *Le Camp de la Mort lente*. Il est l'un de ceux auxquels nous pensions en disant plus haut que les Juifs assimilés dans nos milieux chrétiens et catholiques d'Occident ont peine à comprendre l'état d'âme sioniste et qui, enfermés par les Allemands avec les Juifs émigrés d'Europe centrale ou orientale, ne pouvaient comprendre les rêves de leurs congénères.

Jean-Jacques Bernard, comme la plupart des Israélites cultivés vivant depuis des générations en France, était complètement détaché de la religion ancestrale et, par suite, de toute religion. Mais, à son insu, il baignait dans une atmosphère chrétienne. Lorsque, sous l'ébranlement des événements, et sous la conduite de ce maître sévère mais efficace, qui s'appelle *la souffrance*, il a voulu adopter une religion, il n'a pas eu un instant la pensée de revenir au judaïsme, mais il s'est d'abord senti chrétien puis il s'est fait chrétien, il a reçu le baptême et s'est mis à pratiquer la religion catholique avec ferveur [2].

Sans nous arrêter ici aux étapes de la conversion de Jean-Jacques Bernard, nous voudrions insister sur une conséquence qu'il n'avait pas prévue mais qui l'a beaucoup frappé, lorsqu'elle s'est produite : à savoir qu'en embrassant le christianisme, il s'est aperçu soudain et s'aperçoit de plus en plus chaque jour, qu'il est revenu *au vrai judaïsme*. C'est un fait sur lequel nous-mêmes avions beaucoup insisté auprès des Israélites qu'il nous a été donné de conduire au baptême. Vous ne tournez pas le dos, leur disions-nous, à la foi de vos ancêtres, vous la retrouvez au contraire dans son épanouissement divin. Israël avait une Loi, mais cette Loi était « le pédagogue » qui menait à Jésus. Jésus-Christ a été le « Fils de l'Homme », certes, le produit le plus achevé de la race humaine et le Sauveur unique de cette race tout entière. Mais il a été le plus parfait des « fils d'Abraham ». Toutes les Ecritures ont été accomplies en lui et en lui seul. Venir à lui, c'est être fidèle à ce qu'elles annonçaient, enseignaient, promettaient. Rester dans le judaïsme actuellement, c'est être infidèle aux Ecritures, infidèle à Abraham, Isaac, Jacob, Moïse, à tous les prophètes.

Jean-Jacques Bernard a compris tout cela magni-

[2] C'est exactement ce que nous avons vu se produire avec trois Israélites très cultivés dont nous avons esquissé l'évolution vers le baptême dans le livre : *Les Jeux de la divine Sagesse*. L'expérience Jean-Jacques Bernard coïncide étonnamment avec celle que nous avons vu se réaliser sous nos yeux, en 1944.

fiquement et il le dit dans l'article signalé :

« J'ai dit, écrit-il, que l'on pouvait aller du judaïsme au christianisme, mais qu'on pouvait arriver exactement au même but par la marche inverse, en allant du christianisme au judaïsme. Un Juif qui vient au christianisme prend conscience de son judaïsme ou le parachève, découvrant dans l'un et l'autre cas dans le christianisme la véritable religion d'Israël, le Royaume spirituel que les Juifs n'on pas reconnu. »

C'est avec délices, avec fierté, avec amour que le Juif converti trouve dans le Sermon sur la Montagne la fleur de toute la sagesse divine éparse dans l'Ancien Testament. Il comprend alors que Jésus fut le « vrai Israélite », le « véritable Messie » attendu. Il applaudit à cette phrase si connue de Léon Bloy :

— « L'antisémitisme chose toute moderne, est le soufflet le plus horrible que Notre-Seigneur ait reçu dans sa Passion qui dure toujours : c'est le plus sanglant et le plus impardonnable, parce qu'Il le reçoit sur *la Face de sa Mère* et de la main de Chrétiens. »

A mesure que le Juif converti pratique plus assidûment, plus intelligemment la religion chrétienne, il s'aperçoit davantage que « le christianisme est imprégné, nourri d'Israël, habité par Israël jusqu'en sa liturgie. »

Il suffit d'ouvrir un livre de Messe pour se rendre compte de la place qu'y occupent les extraits de l'Ancien Testament. Et que dire de notre Bréviaire ? Le Juif converti n'a pas l'habitude de le pratiquer, parce qu'il n'entre pas nécessairement dans les Ordres après son baptême. Mais nous, prêtres, comment ne pas voir qu'il est, pour ainsi dire, tout Juif ? Tous nos psaumes — et c'est bien l'essence même de l'Office divin, — sont des psaumes juifs. Une grande partie de ce qu'on nomme « l'Ecriture occurrente » est formée d'extraits de l'Ancien Testament. Les répons si nombreux et les antiennes sont des centons scripturaires, la plupart du temps tirés des psaumes ou des livres sapientiaux et prophétiques. En résumé, notre liturgie est imprégnée de judaïsme.

On comprend après cela que Jean-Jacques Bernard cite avec une profonde conviction la belle parole du pape Pie XI : « Nous sommes spirituellement des Sémites ».

Et il en tire cette conclusion importante :

« Les Juifs chrétiens ne rempliront leur tâche que s'ils ont constamment devant les yeux cette vérité qu'ils n'ont rien renié, que l'eau baptismale a fait d'eux des Juifs au sens le plus plein du mot, qu'ils tiennent encore à leurs pères par tous les ressorts de leur âme, que leurs pères furent la tige dont ils sont l'efflorescence et que pour cela peut-être leurs pères seront sauvés ; qu'ils sont, dans un Christ qui ne cesse jamais de souffrir pour nous, les témoins renouvelés d'une promesse qui ne cesse jamais de se réaliser, qu'en un mot, fidèles au Christ, ils n'ont pas détruit, mais qu'ils ont accompli. »

Tout cela, Jean-Jacques Bernard le dit excellemment, et il serait à désirer que tous ses compatriotes juifs lisent et méditent son beau texte.

Quant à nous, ayant parlé plus haut du *sionisme* et indiqué les dangers qu'il présente pour la paix en Palestine et pour la paix tout court, nous voudrions conclure que le *vrai sionisme* n'est pas dans la conquête d'une patrie terrestre, dans la création d'un Etat israëlien, mais bien dans la fidélité aux Ecritures, c'est-à-dire dans la venue à Jésus-Christ et à son Eglise !

XI

En terminant cette Causerie il nous est agréable de revenir brièvement sur une pensée que nous avons signalée, dans l'*Ami* du 5 mai, à propos de l'article d'Etienne Gilson sur les Terreurs de l'An deux-mille. Nous disions alors que les recherches érudites de M. Pognon sur Liutprand, Raoul Glaber et d'autres chroniqueurs du XIe siècle, avaient démontré que les « terreurs de l'an Mille » furent une pure invention de Michelet, de Quinet et de quelques autres historiens de la même école.

Or, une démonstration toute semblable nous est fournie par M. le chanoine Léon Côte, archiprêtre de Saint-Louis de Vichy, dans le bel ouvrage qu'il vient de consacrer à saint Odilon, dont nous célébrons justement cette année le neuvième centenaire [3].

Ce grand saint fait partie de la remarquable suite d'abbés qui gouvernèrent Cluny, depuis ses origines en 910. De cette suite mémorable, il fut le cinquième, après Bernon, Odon, Aymard et Mayeul. Il s'intercale entre saint Mayeul et saint Hugues. Son abbatiat dura de 994 à 1048 bien achevé puisqu'il mourut dans la nuit du 1er janvier 1049.

Il fut donc un des témoins de l'an Mille. Un abbé de Cluny était alors un des personnages les plus importants de la chrétienté et de tout l'univers. Par suite, il était naturel que le biographe de saint Odilon, désireux de le replacer dans son ambiance décrivît ce qu'il appelle « l'état des âmes aux approches de l'an 1000 » (p. 27).

Cet état, il ne le cache pas, était lamentable.

« On ne voyait que misères morales et violences physiques sans cesse aggravées, un état de guerre chronique, l'oppression persistante des faibles, le spectacle tragique d'événements qui faisaient vaciller la raison, si bien que les consciences affolées ne se tournaient plus qu'avec effroi du côté de Dieu. L'approche du millénaire inspirait aux esprits tourmentés la crainte du Jugement dernier. »

C'est cette inquiétude, ce sont ces troubles sans cesse renaissants qui ont créé la légende des terreurs de l'an Mille, dont « Michelet, dans son *Histoire du Moyen Age*, a brossé le tableau hallucinant ».

Et M. L. Côte rappelle les données de Michelet, aussi bien que les preuves qu'il fournit de sa thèse, qui a si bien envahi nos manuels d'histoire. Il cite notamment ce passage de Raoul Glaber, dont Michelet a tiré ses plus grands effets :

« On croyait que l'ordre des saisons et les lois des éléments, qui avaient jusque-là gouverné le monde, étaient retombés pour toujours dans le chaos et l'on redoutait la fin du genre humain. »

Seulement, M. L. Côte fait remarquer avec raison que ce pasage vise une famine atroce qui eut lieu l'an 1000 *après la Passion*, c'est-à-dire en 1033, ce qui n'est plus du tout la même chose.

Enfin et surtout, M. L. Côte apporte la réfutation décisive de Michelet dans le passage que voici :

« Mais contre l'affirmation passionnée de l'historien romantique, il y a le fait que cent cinquante bulles pontificales, ainsi que les actes de nombreux synodes, à la même époque, ne disent absolument rien sur ce jour d'épouvante. Il y a le fait qu'un concile de Rome impose, en 898, à Robert le Pieux, roi de France, une pénitence

[3] *Saint Odilon*, par L. Côte. — In-8 de 168 p., Crépin-Leblond, éditeur, Moulins, 1949.

de sept années, sans même songer que la trompette de l'Apocalypse ne permettrait au prince Capétien de subir que le tiers de son épreuve. C'est donc que la croyance à la destruction du monde ne préoccupait pas beaucoup les esprits. Elle ne semble pas davantage avoir tourmenté le jeune Otton III, âme tendre et recueillie, qui se plaisait dans la compagnie de saintes gens, ni son ancien précepteur Gerbert, devenu le pape de l'an 1000 et qu'on ne voit prendre aucune mesure aux approches de la date redoutable. N'est-il pas raisonnable de rejeter les vues de Michelet, brillantes mais fragiles, à propos des terreurs qui auraient secoué la chrétienté vers la fin du premier millénaire ? » (p. 28-29).

Il faut lire dans le livre de M. L. Côte l'appréciation qu'il donne de l'état d'esprit de Raoul Glaber qui n'est pas une autorité que l'on puisse tenir pour décisive ! L. Cristiani.

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Collection « Foi vivante ». — I. Jean Mouroux. — **Je crois en Toi. Structure personnelle de la foi.** — In-8 de 128 p., 180 f.
II. D. Dubarle, O. P. — **Optimisme devant ce monde.** — In-8 de 168 p., 225 f. — Paris, Editions de la Revue des Jeunes, 1949.

I. — L'étude de M. le chanoine Mouroux a été d'abord publiée en 1938 dans les *Recherches de science religieuse*. Bien que l'auteur regrette de n'avoir pu « préciser, développer sa pensée et l'insérer dans une synthèse plus large », on lui saura gré d'avoir mis à la portée du grand public des vues très suggestives sur « la structure personnelle de la foi ». Alors que les théologiens exposent ordinairement la question de la foi dans une analyse de ses éléments essentiels, M. M. étudie ici la foi dans sa « totalité concrète » et s'efforce d'en dégager « la structure existentielle ». Deux points de vue qui, loin de s'opposer, se complètent mutuellement.

S. Thomas est abondamment cité et les références aux deux volumes du P. Bernard, O. P. sur *La Foi* (*Somme théol.*, éd. de la *Revue des Jeunes*), montre bien que l'auteur reste dans un sillage classique. Aux sources de la foi se trouve le Dieu personnel qui apporte son témoignage en faveur de vérités dont la vision sera notre félicité. En sorte que la foi n'est pas seulement un mouvement de l'intelligence vers la Vérité première, mais encore un élan de toute notre affectivité vers le Souverain Désirable. Dieu parle : je le crois et le trouve sous tous les aspects où s'affirme son témoignage.

Mais notre foi est chrétienne et se définit par rapport au Christ qui en est le témoin vivant ; elle est une participation à sa vie, à son mystère de mort et de résurrection, et, « grâce à cette médiation, elle est foi trinitaire et communion à la vie des Trois » (p. 41).

L'invitation personnelle de Dieu appelle une réponse personnelle de l'homme dans l'acte de foi. Dans sa réponse l'homme s'engage tout entier. Aussi son acte de foi est un acte très *simple* dans sa totalité concrète. « Simple », parce que don de l'homme tout entier à Dieu dans un sentiment de communion où la connaissance et l'amour sont indissociables ; mais « totalité concrète », car « la connaissance et l'amour ne sont pas, dans la foi, des réalités qui se rejoignent du dehors, mais des forces qui s'entraînent du dedans, parce qu'elles traduisent un élan plus profond qu'elles-mêmes. Elles trouvent leur unité dans l'acte de foi, parce que cet acte lui-même traduit le mouvement d'une intériorité personnelle, d'une unité concrète et subsistante. » L'acte de foi apparaît ainsi comme « le don d'une personne créée à l'Etre personnel Incréé » (p. 51) [1].

L'obscurité de l'acte de foi et sa certitude s'inscrivent dans cette perspective. La révélation d'une personne à une autre personne est toujours obscure à la raison discursive et ne peut se faire qu'à travers le témoignage humain. La certitude de la foi provient, non de l'évidence de la connaissance, mais des dispositions affectives du sujet. Deux explications authentiquement thomistes (III *Sent.*, dist. 24, a. 2, ad 3 ; dist. 23, q. 2, a. 3, sol. 1, ad 2). Le sens de ce dernier texte est rendu d'une manière fort exacte par notre auteur : « La foi est certaine, non parce qu'elle comporte *l'évidence d'une chose vue*, mais parce qu'elle est *l'adhésion à une Personne qui voit* » (p. 60), faisant ainsi écho à l'affirmation de l'Angélique Docteur : « L'intelligence est déterminée par la foi à la connaissance d'une vérité. Mais cette détermination n'est pas causée par la vision de celui qui croit, mais elle provient de la vision de celui en qui on croit » (I^{a}, q. 12, a. 13).

Les motifs de crédibilité eux-mêmes s'insèrent dans cette structure personnelle de la foi, car l'âme... à travers ces signes « recherche et découvre une personne qui l'appelle et à qui elle répond » (p. 66).

Enfin, l'acte de foi est non seulement personnel, mais *personnalisant*. « Le passage de l'incrédulité à la foi exige un renoncement tel qu'il fait hésiter les plus courageux... Et pour maintenir vivante la foi possédée, quel effort nécessaire de purification spirituelle, d'humilité et d'audace... *Les plus hautes valeurs humaines sont immanentes à l'acte de foi*, et c'est pourquoi la foi est une force de personnalisation » (p. 70). Cet aspect du problème permet de répondre à l'objection rationaliste concernant la faiblesse du témoignage comme forme de conviction. C'est que, dans la foi, il n'est pas question de témoignage pathologique ou inférieur, mais d'un témoignage supérieur, engagement d'une personne au service d'un Idéal transcendant. L'acte de foi est « l'engagement qui achève la personne créée par son libre don à la Personne infaillible et béatifiante », c'est-à-dire à Dieu.

L'acte de foi étant essentiellement un acte personnel, le théologien peut éclairer de ce point de vue les problèmes normaux de la foi. L'auteur le fait rapidement pour trois d'entre eux : son point de départ, son épanouissement et son rayonnement :

au point de départ, l'infidèle qui, souvent avec des idées et des formules pauvres et incorrectes, exprimera cependant à Dieu le don total de lui-même ;

à l'extrême opposé, le mystique dont la connaissance des choses divines, réalisée sous l'emprise de plus en plus profonde du Saint-Esprit, se manifeste comme une foi de plus en plus personnelle et personnalisante,

dans son rayonnement, la foi exige le témoignage, non seulement du Christ et de l'Eglise, mais encore de chaque fidèle : « normalement, c'est à travers la personne chrétienne que doit se faire reconnaître la vérité chrétienne » (p. 104). Pour reprendre une expression frappante du P. Congar, la vie de chaque chrétien doit être une « christophanie ».

Enfin, cette foi personnelle et personnalisante ne saurait être conçue en dehors de l'enseignement de l'Eglise : « La foi est ecclésiale dans un sens strict, parce qu'elle se réalise par l'entrée et le maintien dans l'Eglise... si bien que le salut par la foi est identiquement le salut par le baptême et le salut par l'Eglise. »

On ne saurait trop remercier M. le Supérieur du Grand Séminaire de Dijon d'avoir présenté la foi sous cet aspect personnel, qui montre aux prêtres et aux fidèles le sens dans lequel toute leur vie doit s'engager, si elle veut vraiment répondre aux appels de Dieu. Encore une fois, cet aspect est tout à fait traditionnel et il ne serait pas difficile de le retrouver sous les analyses parfois un peu subtiles de nos grands théologiens.

En terminant cette recension, qu'il soit permis d'apporter une précision sur le sens à donner au texte de

[1] Cette analyse n'a sa pleine exactitude, personne ne s'y méprendra, que pour la foi « formée », c'est-à-dire pleinement épanouie dans une autre vertu, la charité théologale. Si l'on *définit* la foi en elle-même (car elle peut exister sans la charité) elle ne suppose qu'un amour initial, tendant de loin vers la charité.

S. Thomas placé en tête de l'ouvrage : « Tout croyant adhère au dire de quelqu'un. Ainsi ce qui apparaît comme principal et comme ayant, en quelque sorte, valeur de fin en tout acte de croyance, c'est *la personne à la parole de qui on donne son adhésion*. Quant au détail des vérités affirmées dans cette volonté qu'on a d'adhérer à *quelqu'un*, il se présente alors comme secondaire. » S. Thomas explique ici la différence entre l'infidélité et l'hérésie. L'hérésie implique un choix. Le choix porte sur les moyens, la fin étant présupposée. Dieu, à la parole duquel le croyant donne son adhésion, telle est comme la fin de la croyance ; les vérités particulières garanties par le témoignage divin sont comme des moyens nous orientant vers cette fin. A ce titre, les moyens apparaissent comme « secondaires », c'est-à-dire relatifs à Dieu, dont le témoignage appelle notre adhésion. Un lecteur mal averti pourrait peut-être interpréter « secondaire » dans le sens d'« accessoire » ce qui serait fausser la pensée de S. Thomas et celle de M. Mouroux, son interprète. Voici d'ailleurs le texte latin de ce passage de la *Somme* :

« Quod est principale verum habet rationem finis ultimi ; quæ autem secundaria sunt habent rationem eorum quæ sunt ad finem. Quia vero *quicumque credit, alicujus dicto assentit, principale videtur esse, et quasi finis, in unaquaque credulitate ille cujus dicto assentitur : quasi autem secundaria sunt ea quæ quis tenendo vult alicui assentire.* Sic igitur qui recte fidem christianam habet, sua voluntate assentit Christo in his quæ vere ad ejus doctrinam pertinent. A rectitudine igitur fidei christianæ dupliciter aliquis potest deviare. Uno modo, quia ipsi Christo (fini) non vult assentire : et hic habet quasi malam voluntatem circa ipsum finem, et hoc pertinet ad speciem infidelitatis paganorum et Judæorum. Alio modo, per hoc quod intendit quidem Christo assentire, sed deficit in eligendo ea quibus Christo assentiat... et ideo hæresis est infidelitatis species pertinens ad eos qui fidem Christi profitentur, sed ejus dogmata corrumpunt » (II^a-II^{ae}, q. 11, a. 1).

II. — Le R. P. D. Dubarle, professeur de philosophie à l'Institut catholique de Paris, essaie de définir quelle doit être l'attitude des catholiques devant notre temps. De grandes divergences se manifestent, quand il s'agit de définir cette attitude. Les uns espèrent qu'une harmonie dans le bien pourra s'établir entre l'enseignement de l'Eglise et les réalisations humaines de notre époque. D'autres restent surtout sensibles au divorce qui semble de plus en plus se prononcer entre l'esprit du Christ et celui du monde.

Optimisme, pessimisme : que faut-il en penser ? Quelle doit être l'attitude chrétienne face à ce monde et à son développement ?

L'auteur commence par situer les deux tendances en face du problème et conclut qu'entre les deux un dialogue est possible. Il expose ensuite les raisons de l'optimisme ; la bonté originelle de la Création, la vocation de toute créature à la bonté finale, et montre que « c'est sous cet éclairage qu'il importe d'étudier la question de l'Evolution ». Pour l'optimiste, l'évolution est non une régression mais un progrès ; elle est marche en avant de la nature, et peut-être l'économie normale d'un monde où la créature attend encore son régime définitif d'existence. Les progrès de la technique continuent l'œuvre créatrice et même « les inspirations philosophiques modernes... germées tout naturellement sous la pression d'une réflexion qui s'attachait à certaines conditions profondes de l'être humain et de l'être tout court » sont susceptibles d'un jugement fondamentalement favorable. Si l'on considère l'économie de la Rédemption, on devra convenir que le péché n'a pas dégradé le sens de l'évolution, mais a modifié les conditions de sa marche. Bien plus, pour rester fidèle au sens général de l'optimisme, c'est — pensée bien thomiste — dans la Rédemption, et non dans l'Incarnation seule qu'il faut voir le principe de tout succès dans l'univers.

Cette considération optimiste de l'univers est édifiée en fonction d'un « univers intégral et définitif », se référant à la création ou à l'accomplissement final du dessein de Dieu. Le pessimisme se tient dans des considérations plus immédiates et au niveau des évidences usuelles. Il se place en face de la réalité du mal, de la rupture entre la création et Dieu, ce qui amène nécessairement une lutte entre la nature et la grâce et établit dans l'humanité les deux cités, l'une, cité de Dieu, l'autre, cité terresre, dans laquelle « la plus grande partie de l'humanité poursuit son itinéraire en dehors des conditions normales du salut » (p. 104). Il ne faut pas d'ailleurs exagérer les vues pessimistes, mais bien plutôt en tirer certaines leçons opportunes. A la lumière des principes, l'auteur les dégage : le salut implique de notre part un partage et un choix, le péché est un témoignage de la transcendance de la vie divine communiquée par la grâce et une rupture finale entre le bien et le mal se produira à la fin du monde, au jour du jugement. En attendant, sur terre, le bien et le mal s'enchevêtrent, non seulement dans le monde, mais en chacun des humains, chez qui « la rupture du péché ne supprime pas toute tendance de l'être vers Dieu » (p. 111). D'ailleurs l'avenir reste indéterminé : « l'ambiguité de l'immédiat apparaît alors commandée par *la position inébranlable d'une bonté totale*, bien que transcendante et mystérieuse, bonté devant laquelle le monde se divise profondément, sous les dehors fluctuants de l'histoire... A ce niveau, l'optimisme se rétablit sans conteste et les intelligences chrétiennes, même opposées par leurs tendances, se rejoignent ici » (p. 121).

L'auteur, ainsi préparé, va répondre aux deux questions qui commandent ce rapprochement de l'optimisme et du pessimisme : « Quels rapports y a-t-il entre l'Eglise et le monde présent ? Quel est l'équilibre chrétien d'une spiritualité apostolique ? » (p. 128).

La condition de l'Eglise en ce monde est celle d'une cité toujours en marche : les étapes de la marche sont variées, disparates même et les expériences faites depuis vingt siècles ne permettent pas de prévoir avec certitude la figure des relations de l'Eglise et du monde. Rien de fixe, mais recherche obstinée de l'harmonie avec la cité terrestre. Sans doute, certaines mystiques humaines impliquant le refus du Christ doivent être condamnées — et elles l'ont été — ; mais « le réflexe profond de la foi n'est pas d'accentuer les ruptures ni d'organiser délibérément un climat de tension. Il est bien plutôt de travailler obstinément à instaurer une unité et à pacifier les conflits » (p. 139). Après le maintien intransigeant de l'intégrité du dépôt révélé, un triple souci domine l'attitude de l'Eglise : le *souci de la masse*, car il vaut mieux pour le bien du plus grand nombre que le cheminement humain et le cheminement chrétien se fassent en concordance ; — le *respect de l'évolution historique*, car pour rassembler toutes choses sous l'obéissance harmonieuse à Jésus-Christ, il importe de retrouver la confluence entre le grand courant de la création sous-jacent aux choses et le courant chrétien ; — enfin la *dispensation de la Rédemption*, car pour assurer ce triomphe du Christ, l'Eglise a reçu de son divin fondateur l'ordre de « conduire les énergies de la Passion jusqu'à toute créature ».

Cette condition de l'Eglise dicte à l'apôtre sa spiritualité : l'attitude optimiste est valable, mais l'apôtre se souviendra que le programme de l'optimisme doit être jugé de plus haut que les perspectives de réalisations immédiates. Il doit maintenir l'indépendance de son élan apostolique vis-à-vis de l'espérance de convertir le monde. Essence supérieure de l'objectif chrétien ! Tout en recherchant patiemment l'harmonie sous le signe de la croix, « l'apôtre chrétien ne peut rien apporter de meilleur au monde que le témoignage d'une réalité spirituelle, indépendante de l'efficacité terrestre, exigeant d'être consultée toujours pour ce qu'elle est et non point pour le résultat à venir » (p. 152).

En bref, « les réactions « pessimistes » rappellent à bon droit que l'histoire humaine n'est pas l'objectif de l'Eglise et ne sauraient l'être sans apostasie, que le seul mouvement assuré des promesses divines est le cheminement de l'homme vers le royaume de Dieu. Mais, en même temps, « l'optimisme » est dans la vérité quand il s'efforce malgré tout de rapprocher le monde de l'Eglise et ne